

Réunion de coordination de la Brigade est-africaine à Bujumbura

PANA, 09/06/2009 Bujumbura, Burundi - Des experts militaires de huit pays d'Afrique de l'Est prennent part à une conférence d'une semaine qui a débuté ses travaux, mardi à Bujumbura, pour arrêter des stratégies afin de mettre sur pied une Brigade sous-régionale d'intervention rapide (EASBRIGACOM), dans le cadre des opérations de maintien de la paix sur le continent africain. Les pays présents à la conférence de Bujumbura sont : le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, les Iles Comores, Maurice, les Seychelles, ainsi que la Somalie, tandis que le Soudan, l'Erythrée, l'Ethiopie, Madagascar, la Tanzanie et Djibouti ont fait défection pour des raisons inconnues.

Des représentants de la Grande-Bretagne, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège ou encore des Etats-Unis d'Amérique et de la France ont également été conviés à la conférence de Bujumbura en tant que bailleurs potentiels de l'initiative sécuritaire continentale. Des organisations internationales comme l'Office des Nations unies pour l'action humanitaire (OCHA), Horn of Africa, l'agence allemande de coopération internationale (GTZ) et l'Institute of security studies, ont également participé des représentants à cette rencontre. Le ministre burundais de la Défense nationale et des Anciens combattants, le général-major Germain Niyoyankana, a rappelé, à l'ouverture de la réunion, que l'idée de cette force d'intervention continentale émane de l'Union africaine (UA) et devrait se concrétiser, d'ici 2010, par la mise en place de cinq Brigades sous-régionales de réserve appelées à suppléer aux efforts traditionnellement dévolus à l'ONU au maintien de la paix. "Il est grand temps que les Africains apprennent à recourir à leurs propres forces pour résoudre les problèmes de sécurité qui se posent à eux sans avoir recours à l'extérieur", a-t-il soutenu. "Les défis ne manquent pas", a reconnu le ministre Niyoyankana, en citant entre autres, la crise financière mondiale, les crises politiques et sociales, les catastrophes humanitaires, la gestion des réfugiés ou encore les pirateries dans plusieurs coins du monde. "L'initiative de mise en place des Brigades régionales de réserve avancées devra ainsi s'inscrire dans la logique de faire face à ces différentes situations, conformément à la feuille de route de l'UA", a-t-il poursuivi. Selon le projet de l'UA, les régions du Nord, de l'Ouest, de l'Est, du Sud et du Centre du continent africain auront chacune sa Brigade de réserve, constituée d'environ 5.000 hommes.